

DOSSIER DE PRESSE

.....

RENOUVELLEMENT DU HAUT CONSEIL À L'ÉGALITÉ



haut-conseil-egalite@pm.fr

06 09 14 43 06



Communiqué de presse
Arrêté du Premier ministre
Missions et fonctionnement du HCE
Découvrir qui sont les 34 membres
nommé.e.s

Arrêté de nomination du Premier ministre du 29 janvier 2016

relatif au 2^{ème} mandat du Haut Conseil à l'Egalité :

Danielle BOUSQUET renouvelée à la présidence

Créé en janvier 2013, le Haut Conseil à l'Egalité – l'instance nationale consultative en charge des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes – amorce un deuxième mandat. C'est dans ce cadre qu'un arrêté du Premier ministre en date du 29 janvier, publié hier au Journal Officiel de la République française, a procédé à la nomination de 34 membres du HCE et renouvelle dans ses fonctions de présidente Danielle BOUSQUET, ancienne Vice-présidente de l'Assemblée nationale et inlassable militante des droits des femmes et de l'égalité.

Le Haut Conseil se compose de 72 membres issu.e.s de sept collèges: représentant.e.s d'associations (10), expert.e.s (10), personnalités qualifiées (13), élu.e.s (11), représentant.e.s de l'Etat (7), et membres de droit (21, dont les trois présidentes des délégations aux droits des femmes et à l'égalité de l'Assemblée nationale, du Sénat et du CESE, et le réseau des 14 Haut.e.s fonctionnaires à l'égalité).

L'ensemble des membres constitue le vivier d'expertise du HCE et travaille de manière bénévole, y compris la présidente. Les membres se réunissent mensuellement en commissions thématiques (parité ; violences ; santé ; stéréotypes ; international/europe) et cinq à six fois par an en assemblées plénières pour penser, élaborer et adopter les Avis et Rapports du HCE.

Une volonté de renouvellement, pour un HCE paritaire et intégrant des profils plus divers (secteurs d'activité, parcours, âges, origines)

Parmi les 72 membres, 34 sont nommé.e.s par arrêté du Premier ministre. Près de la moitié des membres nommé.e.s le 29 janvier sont nouveaux. Ainsi, six grands réseaux associatifs font leur entrée : la fédération Femmes inter-associations inter service migrants (FIA-ISM) représentée par Adolé ANKRHAH, le mouvement H/F dans la culture représenté par Stéphane FRIMAT et Anne GRUMET, le mouvement Femmes solidaires représenté par Sabine SALMON, la Coordination française du lobby européen des femmes représentée par Françoise MORVAN, le Secours populaire représenté par Marc CASTILLE, ou encore Familles rurales représenté par Thierry DAMIEN.

Le Forum français de la jeunesse – espace rassemblant les grandes organisations représentatives de la jeunesse – sera représenté pour mieux prendre en compte les problématiques des jeunes et encourager à leur mobilisation. Abdoulaye DIARRA de l'UNEF siègera au titre de ce forum.

Par ailleurs, font également leur entrée la sociologue spécialiste de la laïcité Chahla BESKI-CHAFIQ, le magistrat Edouard DURAND, le photo-journaliste Pierre-Yves GINET, la présidente de l'Observatoire départemental des Bouches-du-Rhône Geneviève COURAUD, l'expert des questions d'égalité filles-garçons Gaël PASQUIER, le Vice-Président Group Diversity & Inclusion de Sodexo Jean-Michel MONNOT, et le chef d'entreprise et président de Syntec Numérique Guy MAMOU-MANI.

Pour assurer enfin une nécessaire continuité et efficacité dans les travaux de l'instance, 19 des 34 organisations ou membres nommé.e.s sont renouvelé.e.s dans leur fonction : Françoise LABORDE, Ernestine RONAI, Gilles LAZIMI, Serge RABIER, Marlène COULOMB-GULLY, Réjane SENAC, Françoise VOUILLOT, Sébastien DENAJA, Maxime FOREST, ainsi que le CNIDFF avec

Annie GUILBERTEAU, la FNSF avec Françoise BRIE, le FIT Une Femme un Toit avec Marie CERVETTI, le Planning familial avec Christine MAUGET, la Ligue de l'Enseignement avec Jean-Michel DUCOMTE, FDFA Femmes handicapées citoyennes avant tout avec Maudy PIOT, le Mouvement du Nid avec Grégoire THERY, et Osez le féminisme ! avec Claire SERRE-COMBE.

La représentante du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle au HCE demeure Brigitte GRESY, issue de l'IGAS, Secrétaire générale du CSEP.

En route pour un 2^{ème} mandat avec l'ambition de pouvoir être aussi utiles que depuis 2013

Dans le prolongement de cet arrêté du Premier ministre, les associations d'élu.e.s locaux.ales – AMF, ADF, ARF - procéderont à la désignation de leur représentant.e.s. Le HCE pourra, in fine, compter sur la précieuse participation d'élu.e.s pluriel.le.s politiquement et issu.e.s des échelons local et national (deux député.e.s, deux sénateur.rice.s).

Dans les semaines à venir, le HCE, dans sa nouvelle composition, sera installé pour son deuxième mandat. Danielle BOUSQUET présentera alors le rapport d'activité 2013-2015 qui reviendra notamment sur les principales avancées permises depuis 2013 par le Haut Conseil, telles que :

- la modernisation des dispositions régissant le droit à l'IVG et le plan national d'action pour améliorer l'accès effectif à ce droit ;
- une meilleure prise en compte du genre dans la réforme du droit d'asile ;
- les guides pratiques relatifs à la parité et à une communication publique non sexiste ;
- ou encore la prise de conscience du harcèlement sexiste et des violences sexuelles dans les transports en commun et le plan national d'action que le Gouvernement a décidé et met en œuvre.

Ce rapport dressera également les nécessaires évolutions souhaitées pour l'instance afin qu'elle exerce au mieux ses missions de concertation, d'information, de proposition et d'évaluation. Les inégalités entre les femmes et les hommes sont chaque jour davantage dénoncées et rendues visibles. Ces inégalités minent la démocratie, et mettent à mal autant la promesse d'égalité républicaine qu'un développement humain juste et durable. Cette réalité exige des pouvoirs publics de redoubler d'efforts. Le Haut Conseil à l'Egalité veut pouvoir continuer à y contribuer le plus utilement possible.

Contact Presse : Romain SABATHIER – Secrétaire général – 01 42 75 86 91 – romain.sabathier@pm.gouv.fr / Margaux COLLET - Responsable des études et de la communication - 06 09 14 43 06 - 01 42 75 86 94 – margaux.collet@pm.gouv.fr

JORF n° 0026 du 31 janvier 2016

Texte n° 58

Arrêté du 29 janvier 2016 portant nomination au Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes

Par arrêté du Premier ministre en date du 29 janvier 2016, sont nommés membres du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes :

1° En tant que représentants des associations et personnes morales de droit public ou privé, autres que l'Etat et les collectivités territoriales, concourant à l'égalité entre les femmes et les hommes :

Mme ANKRAH Adolé (Femmes inter-associations inter service migrants - FIA-ISM).

Mme BRIE Françoise (Fédération nationale solidarité femmes - FNSF).

M. CASTILLE Marc (Secours populaire).

M. DAMIEN Thierry (Familles rurales).

M. DUCOMTE Jean-Michel (Ligue de l'enseignement).

M. FRIMAT Stéphane (Mouvement H/F).

Mme GUILBERTEAU Annie (Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles - CNIDFF).

Mme MAUGET Christine (Mouvement français pour le planning familial - MFPF).

Mme SERRE-COMBE Claire (Osez le féminisme ! - OLF).

M. THERY Grégoire (Mouvement du Nid).

2° En tant que personnalités qualifiées choisies à raison de leur compétence et de leur expérience dans les domaines des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes :

Mme BOUSQUET Danielle.

Mme CERVETTI Marie.

Mme COURAUD Geneviève.

M. DIARRA Abdoulaye.

M. GINET Pierre-Yves.

Mme LABORDE Françoise.

M. LAZIMI Gilles.

M. MAMOU-MANI Guy.

M. MONNOT Jean-Michel.

Mme MORVAN Françoise.

M. RABIER Serge.

Mme RONAI Ernestine.

Mme SALMON Sabine.

3° En tant que personnalités qualifiées en raison de leurs travaux de recherche, d'expertise ou d'évaluation sur les questions intéressant le Haut conseil :

Mme BESKI-CHAFIQ Chahla.

Mme COULOMB-GULLY Marlène.

M. DENAJA Sébastien.

M. DURAND Edouard.

M. FOREST Maxime.

M. PASQUIER Gaël.

Mme PIOT Maudy.

M. RAIBAUD Yves.

Mme SENAC Réjane

Mme VOUILLOT Françoise

4° En tant que représentant du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

Mme Brigitte GRESY.

Mme Danielle BOUSQUET est nommée présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

www.legifrance.gouv.fr

MISSIONS ET FONCTIONNEMENT DU HCE

• Quatre missions principales

Créé en janvier 2013 par décret du Président de la République, le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) est l'instance consultative ayant pour mission, en matière de droits des femmes et d'égalité entre les sexes :

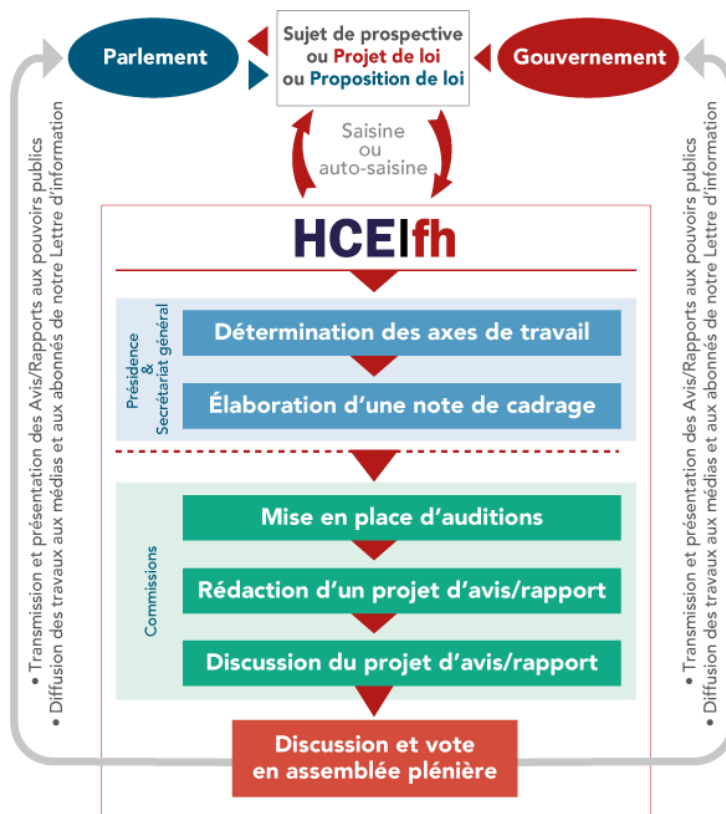
- d'animer le débat public ;
- d'assurer la concertation avec la société civile ;
- d'évaluer les politiques publiques ;
- de proposer des recommandations au Gouvernement et aux parlementaires.

• Fonctionnement

Le Haut Conseil se compose de 72 membres issu.e.s d'horizons variés, et choisis en raison de leurs compétences et de leurs expériences. Les membres constituent le vivier d'expertise du HCE et travaillent de manière bénévole, y compris la présidente. Les membres se réunissent mensuellement en commissions thématiques :

- Parité en matière politique, administrative et dans la vie économique et sociale ;
- Violences de genre ;
- Santé, droits sexuels et reproductifs ;
- Lutte contre les stéréotypes et la répartition des rôles sociaux ;
- Droits des femmes, enjeux européens et internationaux.

Les projets d'Avis et de Rapports sont discutés et soumis au vote de l'ensemble des membres réuni.e.s quatre à cinq fois en Assemblée plénière.



La Présidente du HCEfh



BOUSQUET Danielle

**Ancienne Vice-Présidente de l'Assemblée nationale et
inlassable militante des droits des femmes et de
l'égalité**

Danielle Bousquet préside le HCEfh à la suite d'un engagement féministe et politique de longue date au service des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes.

Ses parents enseignants lui donnent tout à la fois le goût des études et de l'action : après des études secondaires au lycée Renan à Saint-Brieuc, elle rentre à HEC à Paris. D'abord directrice commerciale dans une PME de 500 personnes à Paris, elle revient vivre et travailler en Bretagne où elle exerce successivement les métiers de professeure puis cheffe d'établissement scolaire. En parallèle, Danielle Bousquet s'investit activement dans le secteur associatif. Elle commence à militer au Mouvement français pour le planning familial des Côtes-d'Armor, dont elle fut présidente jusqu'en 1980. Elle préside ensuite le Centre d'information des droits des femmes de ce même département. À partir de 1982, elle est chargée de mission départementale aux droits des femmes auprès du préfet des Côtes-d'Armor. Elle fut également présidente de l'association « l'Eclosier d'Armor » dont l'objectif était de favoriser la mise en place de projets de jeunes créateurs et créatrices d'entreprises. Plus récemment, Danielle Bousquet a été Présidente de l'Assemblée des femmes (2011-2015), association féministe fondée par Yvette Roudy en 1992 et née du combat pour la parité.

Sur le terrain politique, Danielle Bousquet fut élue députée des Côtes-d'Armor en 1997 suite à des fonctions d'adjointes au maire de Saint-Brieuc dans les secteurs successifs des services publics en régie, de l'éducation, et des finances (1983-1996). Réélue à deux reprises en tant que députée (1997-2012), Danielle Bousquet fut Vice-présidente de l'Assemblée nationale (2009-2010) et Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité de l'Assemblée nationale (2002-2012). Elle a en particulier travaillé sur le sujet de la prostitution (mission d'information de l'Assemblée nationale, 2011), des violences de genre (co-auteure de la loi contre les violences faites aux femmes, 2010), de l'IVG et la contraception (rapporteuse de la loi sur l'IVG, 2001, et de la loi de la pilule du lendemain, 2000), de la parentalité (auteure de la proposition de loi examinée en 2010 sur la modernisation des congés parentaux), ou encore de la question de l'aide au développement (Sommet mondial des parlementaires en 2011- Jeunes filles et enjeux de population, les leviers oubliés du développement).

A la tête du HCEfh depuis 2013, l'instance nationale consultative indépendante en charge des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes, elle dirige les travaux mobilisant une pluralité d'expertise dans ce domaine, et s'attache à donner de l'écho aux analyses et recommandations ainsi formulées. Ce travail collectif a notamment porté sur l'accès à l'IVG, les inégalités territoriales, le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans l'espace public, ou encore, sur l'importance d'une prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre des négociations climatiques.



ANKRAH Adolé

Femmes inter-associations inter service migrants (FIA-ISM)

Fonctions actuelles

Directrice du réseau national Femmes inter-associations inter service migrants (FIA-ISM).

Parcours

Militante associative depuis 1980, Adolé Ankrah a un fort engagement sur les questions des droits des femmes, et les problématiques liées à l'intégration des femmes immigrées. Elle a créé ou contribué à créer plusieurs associations, notamment à Evry, en particulier autour des thématiques d'égalité femmes-hommes et de lutte contre les violences faites aux femmes.

Elle dirige le réseau national d'associations de femmes FIA-ISM, créé en 1987. Les associations membres sont présentes dans les quartiers populaires, et ciblent prioritairement les femmes de ces quartiers, notamment issues des immigrations. FIA-ISM favorise la promotion sociale, professionnelle et culturelle des femmes. Développé en Ile de France où il compte deux antennes très dynamiques dans le 91 et le 94, le réseau est également présent en Aquitaine, Rhône Alpes, et Normandie. Grâce à ses six salarié.e.s, il apporte un soutien à ses associations membres concernant les fonctions support : formation, montage de projet, construction d'outils pratiques, animation de réseau, pôle codéveloppement avec les pays du Sud (Togo, Bénin, Cameroun, Niger, Mali, Sénégal). Les associations locales quant à elles sont en contact direct avec les femmes habitantes des quartiers populaires : rencontres d'échanges entre femmes et recueil de leur parole ; manifestations festives de sensibilisation ; soutien des projets collectifs de femmes dans les quartiers ; valorisation de l'engagement des femmes.

Par ailleurs, Madame Ankrah occupa des fonctions au sein du FAS - Fonds d'action social pour les travailleurs immigrés, puis du FASILD – Fonds d'action social pour l'intégration et la lutte contre les discriminations. Elle exerce également des fonctions d'élue locale.

Madame Ankrah fut distinguée au titre de l'ordre national du mérite et de la légion d'honneur.

Publications / Liens éventuels

<http://essonneinfo.fr/91-essonne-info/22819/dans-ta-rue-cette-semaine-adole-ankrha/>

http://www.irenees.net/bdf_fiche-entretien-65_en.html

Site internet : <http://www.fia-ism.com>





BRIE Françoise
Fédération nationale solidarité femmes (FNSF)

Fonctions actuelles

Porte-parole de la Fédération Nationale Solidarité Femmes et directrice de L'Escale-Solidarité Femmes, centre d'accueil et d'hébergement pour femmes victimes de violences.

Parcours

Françoise Brié a un cursus universitaire et professionnel axé depuis 35 ans sur plusieurs domaines d'expertise tels que la défense des droits humains et des droits des femmes, l'aide humanitaire et au développement avec des missions internationales multiples au Moyen Orient, en Afrique, aux Antilles, la santé dans le cadre de programmes de santé publique et de protection maternelle et infantile.

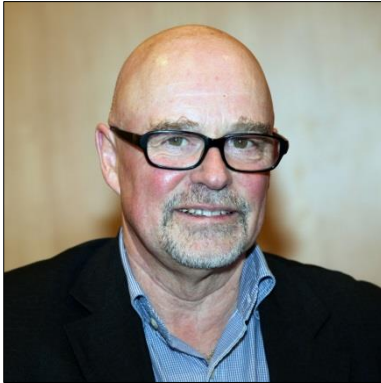
Cela l'a conduit à être désignée en 2015 membre du groupe d'expert.e.s indépendant.e.s du Conseil de l'Europe **sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO)**. Le GREVIO a pour mission de veiller à la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul signée et ratifiée par la France et 19 autres pays, et entrée en vigueur le 1^{er} août 2014.

Françoise Brié est titulaire d'un DEA Géopolitique, histoire, civilisations (2004), d'une Maîtrise Sciences Sanitaires et Sociales - Mention Santé publique (2002) et d'un diplôme d'Etat de Sage-Femme (1980).

Elle est membre du HCEfh depuis 2013.

Site internet : www.solidaritefemmes.org / www.lescale.asso.fr





CASTILLE Marc
Secours populaire

Fonctions actuelles

Membre du Bureau national du Secours populaire français en charge des relations extérieures et institutionnelles et Membre du Bureau du Conseil d'Administration de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS).

Parcours

Créé en 1945, le Secours populaire est une association à but non lucratif, reconnue d'utilité publique et déclarée Grande cause nationale. Celle-ci est habilitée à recevoir des dons, des legs et des donations. L'association s'est donnée pour mission d'agir contre la pauvreté et l'exclusion en France et dans le monde et de promouvoir la solidarité et ses valeurs. Elle rassemble actuellement plus de 80 000 bénévoles et des personnes de toutes opinions, conditions et origines qui souhaitent faire vivre la solidarité.

Le Secours populaire est particulièrement attentif aux problèmes d'exclusion : sur le court terme, par une solidarité d'urgence basée sur l'écoute, l'alimentaire, le vestimentaire. L'hébergement d'urgence ou l'orientation vers une structure de soins restent aussi au cœur des préoccupations du Secours populaire. Le SPF accompagne également sur la durée, les personnes et familles dans leurs démarches et leurs droits : accès au logement, à la santé, aux vacances, à la culture et aux loisirs, au sport, à l'insertion professionnelle. Urgence ou non, le respect de la dignité des personnes aidées est primordial pour l'association ainsi que leur mise en mouvement pour la pratique de la solidarité.

Publications / Liens éventuels

Convergence, magazine bimestriel du Secours populaire français destiné aux donateurs et donatrices, bénévoles et abonnés

Site internet : <http://www.secourspopulaire.fr>





DAMIEN Thierry
Familles rurales

Fonctions actuelles

Membre du conseil d'administration de Familles rurales.

Parcours

Familles Rurales est le premier Mouvement familial et regroupe 180 000 familles adhérentes. Il est composé de 2 500 associations locales réparties dans 10 000 communes, de 94 fédérations régionales, départementales et nationale et compte 40 000 bénévoles et 20 000 salariés. Familles Rurales est agréé association de défense des consommateurs.

Thierry Damien, Président de la Fédération nationale des Familles rurales de 2004 à 2014, concilie ses activités de militant familial avec son activité professionnelle de Professeur des écoles, et aujourd'hui de Directeur Adjoint de la SEGPA d'un collège. Il est actuellement membre du conseil d'administration national de Familles rurales.

Il fut membre du CESE de 2007 à 2015, administrateur de l'UNAF de 2012 à 2015, et membre du Haut Conseil à la Famille jusqu'en 2014. Au cœur de ses engagements, la défense des intérêts des familles, la vitalité des territoires ruraux et les sujets de consommation et d'alimentation. Il fut à l'initiative du jeu créé par Familles Rurales "En marche vers l'égalité" et des documents: "Développer la parité et l'égalité des chances", "Familles Rurales et la parité". Ces documents ont été produits suite au rapprochement de l'association Famille Rurales et de l'association Union Féminine Civique et Sociale. Il initia également l'organisation de formations pour favoriser l'engagement des femmes dans la vie publique locale à l'occasion des élections municipales.

Thierry Damien avait été auditionné en septembre 2013 par le HCEfh dans le cadre des travaux préparatoires au rapport EGALITER. Il était alors accompagné de Madame Marie-Claude BOILEAU, du Calvados, membre du CA de la fédération de Basse-Normandie, issue de l'UFCS, l'Union Féminine Civique et Sociale qui, depuis 1925, accompagne toutes les actions pour le respect et le développement des droits des femmes et s'engage pour qu'une véritable égalité femmes-hommes s'instaure sur le principe du respect de chaque individu.

Publications / Liens éventuels

Rapport « Familles Rurales et la "parité - L'égalité des chances Femme-Homme », 2011.

Site internet : www.famillesrurales.org





DUCOMTE Jean-Michel
Ligue de l'enseignement

Fonctions actuelles

Président de la Ligue de l'Enseignement.

Parcours

Depuis 2003, Jean-Michel Ducomte est Président de la Ligue de l'enseignement. Ce mouvement d'éducation populaire créé en 1866 est aujourd'hui fort de ses 30 000 associations, de ses 1,6 million d'adhérents et de ses 102 fédérations départementales.

Il préside par ailleurs depuis 2008 le CIDEM (civisme et démocratie), et le Cercle Condorcet de Midi-Pyrénées. Maître de conférences en droit public, il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse. Spécialiste de droit public et de science politique, ses recherches concernent principalement la laïcité, la tradition républicaine et la construction européenne. Il est avocat à la Cour d'appel de Toulouse.

Publications / Liens éventuels

- **La laïcité** – Milan – Collection les essentiels – nouvelle édition 2009
- **L'Europe, le cheminement d'une idée** – Milan – Collection les essentiels – 2004
- **La loi de 1905 / Quand l'Etat se séparait des Eglises** – Milan – Collection essentiels – 2005
- **Le Code de la laïcité** édition numérique 2011
- **La liberté de s'associer** (en collaboration avec Jean Marc Roirant) – Privat 2011
- **Laïcité, Laïcité(s) ?** – Privat 2012
- **Anthologie de l'éducation populaire** : (en collaboration avec Jean Paul Martin et Joël Roman), éditions Privat 2013

Site internet : www.laligue.org





FRIMAT Stéphane
en binôme avec GRUMET Anne
Mouvement H/F



Fonctions actuelles

Directeur de la Compagnie de l'Oiseau-Mouche à Roubaix / Spécialiste des politiques culturelles publiques.

Parcours

Le Mouvement H/F interrégional

La mission du Mouvement H/F est de faire progresser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans le domaine des Arts et la culture. En 2006, la publication du Rapport Reine Prat laisse apparaître dans le secteur des arts et de la culture une absence des femmes aux postes de responsabilité (gouvernance et création artistique). Cela résonne comme un véritable « coup de tonnerre » à la suite duquel le mouvement HF apparaît. Des professionnels décident, à Lyon, en 2009, d'agir collectivement et créent l'association H/F Rhône-Alpes. Puis, grâce à HF NPDC, HF Rhône Alpes, HF Ile de France et HF Normandie, le mouvement H/F interrégional se constitue en 2014. Aujourd'hui forte de 14 collectifs en régions, cette fédération est à la fois le lieu de la circulation de la pensée HF d'une région à l'autre et également un organe d'expression à l'échelle nationale.

- **Stéphane Frimat**

Sa carrière professionnelle démarre en 1990 à la rose des vents, scène nationale Lille métropole Villeneuve d'Ascq. Il y a successivement occupé des fonctions de chargé d'accueil, de relations avec les publics et de responsable des relations avec les publics, avant d'en devenir le secrétaire général. Depuis 2008, il dirige la Compagnie de l'Oiseau-Mouche à Roubaix dont le noyau dur est composé de 23 comédiens professionnels permanents, personnes en situation de handicap mental.

Suite à un groupe de travail au Ministère de la Culture et de la Communication autour des stéréotypes sexués présents sur les plaquettes de théâtre auquel il participe et où il rencontre Reine Prat, se crée le Collectif HF Nord Pas de Calais, auquel il participe depuis son origine.

Son engagement pour l'égalité entre les hommes et les femmes dans le secteur artistique et culturel rejoint l'engagement qui a été le sien lorsque il a travaillé à établir une médiation entre les spectacles programmés à la rose des vents et le public. La pensée que l'Art, en l'occurrence le théâtre, pouvait changer la vie des gens l'a toujours animé. Que l'on ne croise pas dans les salles de théâtre les mêmes personnes que l'on croise dans les rues lui a toujours été insupportable. Prendre conscience à travers les rapports de Reine Prat, puis à travers les recensements chiffrés par la SACD et HF, que le secteur culturel reproduisait l'inégalité entre les femmes et les hommes sur ses plateaux et à la direction de ses équipements a motivé son engagement à faire changer les choses. Stéphane Frimat a reçu l'ordre national du mérite en 2014.

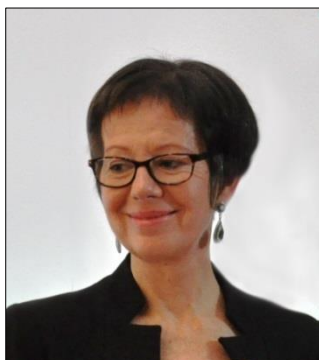
- **Anne Grumet**

Anne Grumet vit à Lyon. Elle a participé en 2009 à la fondation de l'association H/F Rhône-Alpes, à l'origine du Mouvement H/F. Cette association est depuis devenue interrégionale et agit à l'échelle européenne. Elle prépare dans ce cadre, avec le ministère de la culture, les Etats généraux de l'égalité dans la culture qui se dérouleront à Lyon en octobre 2016. Elle est également membre du Conseil d'administration d'équipes artistiques dont le Quatuor Debussy et présidente de la Compagnie Chiloé et de la Colonie Bakakai.

Professionnellement, cette spécialiste des politiques culturelles publiques dirige depuis 2011 l'agence « Anne Grumet & associées ». Elle est aussi chargée d'enseignement à l'ENSATT (Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre) et à l'IEP de Lyon, (économie de la culture, financement privé-public, communication culturelle) et coordinatrice pédagogique des Mastères et MBA « Manager de projet culturel » groupe EAC Lyon. De 1997 à 2011, elle fut Directrice de cabinet de l'adjoint à la culture et au patrimoine de la Ville de Lyon, en responsabilité de la structuration de la politique culturelle de la Ville (budget 100M€, 1200 agents). En 2009, elle fut nommée experte auprès de la Commission Européenne pour le programme culture. De 1990 à 1997, elle a été directrice du service culturel de la Région Rhône-Alpes.

Site internet : www.mouvement-hf.org





GUILBERTEAU Annie
Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF)

Fonctions actuelles

Directrice générale du CNIDFF (Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles).

Parcours

Annie Guilberteiu est directrice du réseau des CIDFF, ce qui représente 111 associations dotées d'une mission d'intérêt général confiée par décret du 23 décembre 2015 par l'Etat. Fondé en 1972 à l'initiative de l'État, le CNIDFF est un relai essentiel de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour les femmes, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Titulaire d'un Master 2 - professionnel « Prise en charge des victimes et des agresseurs », Annie Guilberteiu est engagée depuis 1983 dans la promotion des droits des femmes et de l'égalité entre les hommes et les femmes et dans l'accompagnement des femmes victimes de violences sexistes. Elle est par ailleurs membre du Conseil consultatif de l'office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), du Comité national de pilotage des Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) et du comité scientifique de l'association VICTIMO (association composée de généralistes, spécialistes et légistes intervenants auprès des femmes victimes de violences).

Elle est Chevalière de l'Ordre National du Mérite et Chevalière dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur.

Elle est membre du HCEfh depuis 2013.

Site internet : www.infofemmes.com





MAUGET Christine
Le Planning familial (MFPF)

Fonctions actuelles

Présidente de la Fédération du Poitou Charentes du Planning familial et membre du bureau national du Planning familial.

Parcours

Après avoir été militante syndicale, Christine Mauget fut militante bénévole au Planning familial depuis 1996. Elle est aujourd'hui Présidente du Planning familial de la Vienne et, depuis 2006, membre du bureau national du Planning familial, en charge des questions internationales. Elle est coordinatrice et formatrice du programme SSDG (santé, sexualité droits et genre) du Planning Familial (pays Burkina Faso/Cameroun/Madagascar). Diplômée de l'Ecole Nationale de la Météorologie, elle a poursuivi sa carrière professionnelle chez Météo France depuis 1979 comme prévisionniste et climatologue, au grade de cheffe-technicienne. Dans les années 90, elle reprendra des études en géographie générale puis en géographie tropicale et géopolitique et deviendra titulaire d'un master en géographie.

Publications / Liens éventuels

Auteure de plusieurs publications relatives :

- au travail de nuit des femmes (Edition du ML, 1989)
- au droit à l'avortement en Europe (Mixeur, 1995)
- à un programme burkinabé mené par le Planning familial concernant la réduction des risques sexuels en direction des femmes (www.genreenaction.net, 2006).

Site internet : www.planning-familial.org





SERRE-COMBE Claire
Osez le féminisme ! (OLF)

Fonctions actuelles

Porte-parole et Présidente d'Osez le féminisme depuis mai 2014.

Parcours

Militante au sein d'Osez le féminisme ! depuis 2011, Claire Serre-Combe en est porte-parole depuis 2014. Au sein d'Osez le féminisme !, association qui promeut les droits des femmes et l'égalité, elle a notamment activement participé à la campagne « 2012 : l'égalité maintenant ! » pour imposer le thème de l'égalité femmes-hommes dans la campagne présidentielle de 2012. Elle s'est également engagée pour la défense du droit à l'avortement en France et en Espagne ainsi que pour l'abolition de la prostitution.

Publications / Liens éventuels

- Préface de l'ouvrage **Manuel de survie à destination des femmes en politique**, 2015, édition les Petits Matins
- Participation à la rédaction de l'ouvrage **10 raisons d'être abolitionniste**, 2013, édition Xie
- Coordination et participation à la rédaction de l'ouvrage **Mais qu'est-ce qu'elles veulent encore !**, 2012, éditions Les Liens qui Libèrent

Site internet: www.osezlefeminisme.fr





THERY Grégoire
Mouvement du Nid

Fonctions actuelles

Secrétaire général du Mouvement du Nid (administrateur bénévole) et directeur exécutif de CAP international (Coalition pour l'Abolition de la Prostitution).

Parcours

Le Mouvement du Nid a pour but d'agir sur les causes et les conséquences de la prostitution en vue de sa disparition. Ses actions principales sont la rencontre et l'accompagnement des personnes en situation de prostitution, la prévention auprès des jeunes et la sensibilisation des acteurs sociaux et du grand public. Depuis 2013, le Mouvement du nid a lancé un projet de coalition pour l'abolition de la prostitution (CAP) qui rassemble, dans différents pays au monde, des associations également abolitionnistes, venues de Russie, du Canada, de l'Inde, du Danemark, de l'Irlande ou encore des États-Unis. La première assemblée générale de cette coalition s'est tenue en novembre 2014 à Paris.

Grégoire Théry fut représentant permanent de la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme) auprès de l'Union européenne (2006-2012).

Il est membre du HCEfh depuis 2013.

Site internet : <http://www.mouvementdunid.org/>



Abolir le système prostitueur



CERVETTI Marie

Fonctions actuelles

Directrice de l'association *FIT – Une femme, un toit*, centre d'hébergement et de réinsertion sociale de 60 lits pour des jeunes femmes victimes de violences sexistes et sexuelles.

Parcours

Diplômée de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique de Rennes, Marie Cervetti a travaillé en Amérique Latine pour la Communauté européenne, où elle a réalisé des diagnostics sur l'intégration des femmes aux projets de développement rural. Elle a dirigé des missions d'observation des droits humains à Haïti, au Guatemala et en Afrique du Sud. En France, elle a dirigé des centres socio-culturels, des maisons de quartier, puis l'Union régionale des foyers de jeunes travailleurs.

Marie Cervetti est devenue Directrice du Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale de l'association *FIT – Une femme, un toit* en 2003 : c'est le seul centre parisien qui accueille spécifiquement les jeunes femmes victimes de tous types de violences. Son expertise des violences faites aux jeunes femmes l'a conduite à devenir personnalité associée du Conseil Economique, Social et Environnemental.

Elle est membre du HCEfh depuis 2013.

Site internet : www.associationfit.org



COURAUD Geneviève

Fonctions actuelles

Présidente de l'association L'Assemblée des Femmes, Présidente de l'Observatoire des droits des femmes des Bouches-du-Rhône.

Parcours

Geneviève Couraud est une militante féministe et femme politique. Elle débuta son militantisme à Marseille au MLAC pour défendre le droit à l'avortement. Aujourd'hui à la retraite, elle fut professeure agrégée de lettres durant 36 ans, dont 32 dans les quartiers Nord de Marseille. C'est là où elle sera élue conseillère d'arrondissements des 7^{ème} et 8^{ème} secteurs de Marseille (1995-2001 puis 2008-2014). Depuis 2005 elle préside l'Observatoire du droit des femmes et de l'égalité des chances des Bouches du Rhône - instance de démocratie participative composé de 21 membres.

Elle fut membre du bureau confédéral du Mouvement Français pour le Planning Familial (2007-2012), membre de Section du CESE (1999-2001), membre de l'Observatoire de la Parité entre les femmes et les hommes (2010-2012), présidente d'ECVF - Elu.e.s contre les violences faites aux femmes (2013-2015).

Elle est par ailleurs Secrétaire Générale de NEGAR-Soutien aux femmes d'Afghanistan, chevalière des Palmes académiques, chevalière de la Légion d'honneur.

Publications / Liens éventuels

Auteure, avec Monique Mitrani, du rapport de la délégation aux droits des femmes du CESE "De la mixité à l'égalité à l'école", 2000.

Site internet : www.assembleedesfemmes.com



DIARRA Abdoulaye

Fonctions actuelles

Etudiant, membre du bureau national de l'UNEF, représentant du Forum Français de la Jeunesse.

Parcours

Le Forum Français de la Jeunesse (FFJ), créé en juin 2012 à partir de la volonté d'organisations gérées et animées par des jeunes : celle de voir, en France, la jeunesse prendre la parole et être entendue afin de faire avancer le débat public.

Le Forum Français de la Jeunesse est une assemblée autonome des pouvoirs publics qui rassemble des organisations associatives, syndicales, politiques et mutualistes. Il comporte 4 collèges (lycéen, étudiant, partisan, associatif) et rassemble 17 grandes organisations de jeunesse. Par-delà leurs divergences, ces organisations produisent notamment des Avis au sein du FFJ.

Le syndicat des étudiants, l'UNEF, est membre du FFJ. Abdoulaye DIARRA est membre du bureau national de l'UNEF. Etudiant en licence de droit à Paris II Panthéon Assas, Abdoulaye DIARRA, 23 ans, est élu au conseil d'administration de son université. Il fut président de l'UNEF dans son université de 2012 à 2014. A cette même période il fut élu au Conseil de la formation et de la vie universitaire, au CROUS de Paris, et élu du Conseil Régional Jeunes d'Ile de France. L'UNEF s'attache à souligner combien l'égalité entre les femmes et les hommes se joue particulièrement entre 16 et 30 ans. C'est notamment une période de vie lors de laquelle les femmes sont l'objet de violences particulièrement fortes et fréquentes : harcèlement sexiste, précarité, discrimination dans l'emploi, violences au sein des couples... Les universités ne dérogent pas à la règle et véhiculent des stéréotypes sexistes, alors même qu'elles devraient être un cadre d'émancipation. Face à cette réalité, l'UNEF œuvre à faire reculer ces inégalités et évoluer les mentalités dans les universités et dans la société : actions quotidiennes contre des affiches de soirées étudiantes sexistes ; actions contre le harcèlement subi par les étudiantes au sein des universités ; etc. En interne du syndicat étudiant, l'UNEF s'est muni d'outils concrets - observatoire de l'égalité, réunions non mixtes, référents égalité... - pour permettre la prise de conscience et de responsabilité de tous et toutes.

Site internet : unef.fr



GINET Pierre-Yves

Fonctions actuelles

Photojournaliste, co-fondateur de l'association et du magazine « Femmes ici et ailleurs ».

Parcours

En 1996, Pierre-Yves Ginet abandonne une carrière d'analyste financier pour devenir photojournaliste. Grand reporter, il découvre les résistances de femmes par un travail approfondi sur le combat des nonnes tibétaines, puis élargit son champ d'action au monde entier. Depuis 1998, il a réalisé une trentaine de reportages sur ce thème, dans des pays très divers, la plupart répertoriés dans l'ouvrage "Femmes en résistance", paru en 2009. Témoignant de ces luttes, son travail a été exposé à de nombreuses reprises. Dans ce cadre, il a accompagné plus de six cents groupes pour leur présenter ces femmes oubliées, avec toujours pour objectif de pousser à la réflexion sur les stéréotypes sexistes et l'égalité femmes-hommes. Pierre-Yves Ginet est l'un des fondateurs de l'association – basée à Lyon - et du magazine "Femmes ici et ailleurs". Lauréat 2014 du Cénacle européen Léopold Sédar Senghor des Arts & des Lettres (Prix photographique Charles Ciccione).

Publications / Liens éventuels

- **Femmes en résistance** - Ed. Verlhac - 2009 (Préface de Taslima Nasreen et introduction de Marie-José Chombart de Lauwe)
- **Femmes kurdes de Turquie** - Ed. Clara - 2004 (texte de Danielle Mitterrand)
- **Tibet, un peuple en sursis** - Ed. Actes Sud - 2000 (texte de Claude B. Levenson)

Site internet : www.femmesicietailleursmag.com



LABORDE Françoise

Fonctions actuelles

Présidente fondatrice de l'association Pour les Femmes Dans les Médias, ancienne membre du CSA et présentatrice du journal télévisé, écrivaine.

Parcours

Depuis 2011, elle est Présidente de l'association Pour les Femmes Dans les Médias (PFDM) qui rassemble des femmes dirigeantes dans les médias. De janvier 2009 à janvier 2015, elle fut membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) après une riche carrière dans les médias.

En 1979, elle part pour Bruxelles et collabore à la revue *Europolitique*. Parallèlement, elle est correspondante pour RFI. De 1982 à 1985, elle se spécialise dans l'économie et le social, à RMC. De 1985 à 1993, elle est cheffe du service économie puis rédactrice en chef adjointe de TF1. De 1993 à 1995, elle est cheffe du service économie et rédactrice en chef adjointe à France 3. En 1995, elle est nommée cheffe du service économique et social ; et rédactrice en chef adjointe à France 2. En 1997, elle devient rédactrice en chef de *Télématin* et présente depuis cette année-là l'interview politique *Les 4 vérités*. À partir de 1999, elle est la remplaçante habituelle de Béatrice Schönberg aux journaux du week-end sur la même chaîne. A partir de 2006 elle présente le 13H de France 2.

Françoise Laborde est titulaire d'un DEA de droit à l'Université de Bordeaux 1. Elle est chevalière dans l'ordre de la Légion d'honneur, et dans l'ordre national du Mérite. Elle est également officière du Mérite agricole.

Elle est membre du HCEfh depuis 2015.

Publications / Liens éventuels

- **Tribulations d'une femme d'aujourd'hui : ça va mieux en le disant !**, éditions Fayard, 2008
- **Ne vous taisez plus !** avec Denise Bombardier, éditions Fayard, 2011
- **Muette. Quand ma mère me rendait folle**, Éditions Jean-Claude Gawsewitch, 2013
- **Les mûres ne comptent pas pour des prunes**, avec Isabelle Duquesnoy, Editions Michel Lafon 2015

Site internet : www.pourlesfemmesdanslesmedias.com



LAZIMI Gilles

Fonctions actuelles

Médecin généraliste du Centre Municipal santé de la ville de Romainville dans le 93.

Parcours

En parallèle à ses activités de médecin généraliste, Gilles Lazimi est maître de conférences associé en Médecine Générale à la Faculté de médecine de l'Université Pierre et Marie Curie (UPMC).

Il est un médecin engagé, militant contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Il milite au Collectif féministe contre le viol (CFCV) et à SOS femmes 93. C'est au titre de ses activités associatives qu'il coordonne de nombreuses campagnes contre le viol et les violences faites aux femmes du CFCV, contre les violences éducatives ordinaires de la Fondation pour l'Enfance et la Ville de Romainville (« Elever son enfant sans violence », 2009), de la Fondation pour l'enfance (« Pour une éducation sans violence, sans fessées, ni claques », 2011 et 2013), et contre les violences sexuelles envers les enfants de l'Association Innocence en Danger.

Il réalise par ailleurs de nombreux travaux de recherche et de direction de thèses de Médecine sur les violences conjugales, les violences sexuelles, le repérage des femmes victimes de violences en consultations médicales, sur l'IVG et les inégalités sociales de santé.

Il est membre du HCEfh depuis 2013.

Publications / Liens éventuels

- **Repérage par le médecin généraliste. Une enquête quantitative en région Ile-de-France**, Medecine, Volume 11, issue 4, Avril 2015, avec Palisse M., Soares A., De Beco A. et Chastang J.
- **L'importance du questionnement des violences par le médecin généraliste**, Revue l'infirmière, novembre 2014
- **Obstacles au repérage et à la prise en charge des violences conjugales en médecine générale, étude qualitative**, Revue Médecine, Volume 10, issue 9, Novembre 2014 avec Barroso-Debel M, Lazimi G, Lazimi N, Soares A, De Beco A, Chastang J, Magnier A.-M
- **L'accueil des étrangers en situation précaire en centre de santé**, in *Les centres de santé en mouvement*, page 101-104, Le temps des cerises, Paris, décembre 2010
- **Consultation de psycho-traumatologie en centre de santé**, in *Les centres de santé en mouvement*, page 105-10, Le temps des cerises, Paris, décembre 2010
- **Les conséquences vues par un médecin généraliste**, in *Violences faites aux femmes et santé*, éditions de santé et Presses de sciences Po, collections « séminaires » 2014, page 89-100



MAMOU-MANI Guy

Fonctions actuelles

Chef d'entreprise et Président du Syntec Numérique.

Parcours

Guy Mamou-Mani a débuté sa carrière chez CSC-GO International. En 1995, il crée la filiale française de Manugistics, leader du Supply Chain Management et occupe la fonction de Directeur Européen des Services et du Marketing jusqu'en 1998. Il a également été président de MiddleNext, association de valeurs moyennes cotées de 2006 à 2010.

Depuis juin 2010, il préside le syndicat professionnel des métiers du numérique (éditeurs de logiciels, entreprises de services du numérique) Syntec Numérique (1200 entreprises). Depuis 2008, il co-préside le Groupe Open (3500 personnes) avec Frédéric Sebag, qu'il accompagne dans le top 10 des Entreprises de Services du Numérique françaises.

Ce chef d'entreprise dans le secteur de l'informatique, professeur certifié de Mathématiques, est engagé depuis plusieurs années pour la promotion des femmes dans le secteur du numérique et pour l'égalité entre les femmes et les hommes via son soutien au réseau « Femmes du Numérique ». Il a récemment pris une initiative remarquable et saluée en faveur de la parité : n'acceptant plus de constater la non parité flagrante des tribunes d'évènements auxquels il était convié, en particulier sur le numérique, il s'est engagé via twitter à ne plus participer à l'avenir aux tables rondes ou tribunes quasiment composées d'hommes seulement.

Publications / Liens éventuels

http://www.huffingtonpost.fr/guy-mamoumani/egalite-hommes-femmes-tables-rondes_b_8486836.html

<http://www.femmesdunumerique.com/>

Site internet : <http://www.guymamoumani.fr>



MONNOT Jean-Michel

Fonctions actuelles

Jean-Michel Monnot est Vice-Président Group Diversity & Inclusion de Sodexo.

Parcours

Sodexo, leader mondial des services aux entreprises, fut en 2015, et pour la deuxième année consécutive, en tête du palmarès des 120 plus grandes entreprises françaises côtées concernant la part des femmes dans les instances dirigeantes. Sodexo est le premier employeur privé français et le dix-huitième employeur mondial avec 428 000 personnes réparties sur 33 300 sites dans 80 pays.

Depuis 2007, Jean-Michel MONNOT est responsable de la mise en œuvre de la stratégie diversité et inclusion de Sodexo dans le groupe et particulièrement dans les 25 pays européens, dans lesquels Sodexo est présent. En collaboration avec les équipes locales, il élabore et accompagne les plans d'actions pour chaque pays. L'engagement de Sodexo s'articule autour de 5 thèmes principaux : la mixité femmes-hommes, les générations, le handicap, les orientations sexuelles et les cultures et origines. Dans le cadre de cette mission, Jean-Michel MONNOT anime un réseau de responsables diversité, favorise l'échange de bonnes pratiques, propose des objectifs et met en œuvre un tableau de bord diversité.

Sodexo est considéré comme une référence en matière de diversité aux Etats-Unis. Le groupe a en effet été récompensé par de nombreux prix dont l'award Catalyst en janvier 2012, et est classé numéro 1 dans le prestigieux Top 50 des entreprises élaboré par la revue spécialisée Diversity Inc en 2013.

Publications / Liens éventuels

Mixité, quand les hommes s'engagent, Editions Eyrolles, 2015

Site internet : sodexo.com



MORVAN Françoise

Fonctions actuelles

Présidente de la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF).

Parcours

La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) a été créée en 1991, avec pour objectif de rassembler les associations féminines et féministes françaises et de porter au sein du Lobby Européen des Femmes (LEF - 2500 organisations membres issues de 27 pays de l'UE) les positions et propositions élaborées collectivement. Dans le cadre de commissions de travail, les membres participent à la définition d'analyses, de positionnements et de propositions portées d'une part, auprès des autorités françaises, d'autre part, au sein du LEF. Aujourd'hui 9 commissions sont actives : la Commission Parité, la Commission Lutte contre les extrémismes religieux, la Commission Femmes migrantes, la Commission Violences, la Commission Europe et International, la Commission Femmes et Sports, la Commission culture, la commission droits sexuels et reproductifs et la Commission précarité et pauvreté. Le LEF est l'interlocuteur représentatif auprès des institutions européennes : Parlement européen, Conseil des ministres de l'Union européenne, Commission européenne. La CLEF a obtenu le statut consultatif auprès du Conseil Economique et social de l'ONU et participe à la Commission du statut des femmes (New York), ainsi qu'au Conseil des droits humains (Genève) des Nations Unies. LA CLEF est aussi membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), depuis septembre 2012.

Françoise Morvan est retraitée de la fonction publique territoriale : cadre A, chargée de mission lutte contre les exclusions à la Ville de Paris (2010 - 2014), cadre en service social (1996-2010), assistante sociale DE (1974-1996). Elle est par ailleurs administratrice au Mouvement associatif, membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, Présidente du Comité National de Liaison des Coordinations d'Associations Féminines et Féministes, et Vice-présidente de l'Association Franco - africaine des Femmes de Paris. Elle fut déléguée nationale au Lobby Européen des Femmes (2008-2014), membre du CSIS (2006-2012), et administratrice du Forum Femmes Méditerranée (1997-2015).

Site internet : www.clef-femmes.fr



RABIER Serge

Fonctions actuelles

Docteur en socio-démographie.

Parcours

Diplômé de l'IEP de Paris et ancien dirigeant associatif pendant 15 ans, Serge Rabier possède une expérience approfondie en France, en Europe et en Afrique de l'Ouest Francophone des politiques publiques et des programmes de plaidoyer, de sensibilisation, de dialogue politique sur les enjeux de population, de santé sexuelle et reproductive et des droits qui y sont rattachés.

Directeur exécutif de l'Association Equilibres et populations (Equipop).

Il est membre du HCEfh depuis 2013.



RONAI Ernestine

Fonctions actuelles

Responsable de l'Observatoire départemental de Seine-Saint-Denis des violences envers les femmes.

Parcours

Elle fut notamment institutrice, directrice d'école, puis psychologue scolaire. Depuis 2002, elle est responsable de l'Observatoire départemental des violences envers les femmes de Seine Saint-Denis. Elle est par ailleurs coordinatrice nationale au sein de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences (MIPROF).

Elle est officière de l'Ordre national du mérite et de la Légion d'honneur.

Elle est membre du HCEfh depuis 2013.

Publications / Liens éventuels

- Préface du livre d'Edouard Durand « **Violences conjugales et parentalité, Protéger la mère, c'est protéger l'enfant** », l'Harmattan, 2013
- Emission A voix nue, « **Ernestine Ronai, la passion de l'égalité** », France Culture, 04.05.2015



SALMON Sabine

Fonctions actuelles

Présidente nationale de l'association Femmes solidaires et directrice de publication du journal Clara-magazine.

Parcours

Sabine Salmon est présidente du mouvement « Femmes solidaires » depuis 2003. Ce mouvement est composé de 190 associations locales et de 30 000 membres. Il se déclare féministe, laïque, d'éducation populaire. Femmes solidaires s'engage pour faire reculer toutes formes de discriminations et développer une éducation non sexiste et non violente. Elle informe, sensibilise sur les droits des femmes afin de contribuer à l'évolution des mentalités vers une société libérée des rapports de domination.

L'association défend les valeurs fondamentales de laïcité, de mixité, d'égalité pour les droits des femmes, de paix et de liberté. Forte d'un réseau de 190 associations locales réparties sur toute la France et dans les Dom-Tom, elle s'adresse à toutes les femmes qui veulent défendre leurs droits et leur liberté en leur permettant de devenir actrices et d'oser une parole à l'occasion d'actions locales, des rencontres, des sorties culturelles...

L'association bénéficie d'un statut consultatif aux Nations Unies et est affiliée au Comité Inter-Africain. Femmes solidaires est par ailleurs co-fondatrice du Réseau International Féministe et Laïque.

Clara-magazine est un magazine de l'actualité féministe et féminine édité pour Femmes solidaires.

Sites Internet : www.femmes-solidaires.org / clara-magazine.fr/



BESKI-CHAFIQ Chahla

Fonctions actuelles

Ecrivaine et sociologue.

Parcours

Chahla Chafiq est une écrivaine et une sociologue d'origine iranienne. En 1983, elle doit fuir le régime Khomeiny et trouve l'exil en France où elle publie différents ouvrages pour analyser la dimension totalitaire de l'islamisme en tant qu'idéologisation de l'islam. Son dernier essai *Islam politique, sexe et genre* a reçu le Prix Le Monde de la recherche universitaire.

Elle a été directrice de l'ADRIC, l'Association pour le Développement des Relations Interculturelles et pour la Citoyenneté, de 2004 à 2014. Deux guides sont parus sous sa direction : *Situations spécifiques des femmes issues des immigrations face aux discriminations et aux violences* et *Laïcité/diversité/citoyenneté*. Ces guides ont reçu le label 2008 - année européenne du dialogue interculturel.

Chahla Chafiq écrit aussi des textes littéraires. Un recueil de ses nouvelles, traduit du persan en français, a été publié en 2005 chez Métropolis : Chemins et brouillard. En septembre 2015, son premier roman, *Demande au miroir*, paraît aux éditions L'Âge d'Homme.

Publications / Liens éventuels

- **Demande au miroir**, L'Âge d'homme, 2015
- **Islam politique, sexe et genre, à la lumière de l'expérience iranienne**, PUF, 2011
- **Chemins et brouillard**, Metropolis, 2005
- **Le nouvel homme islamiste - La prison politique en Iran**, Le Félin, 2002
- **Femmes sous le voile face à la loi islamique**, Le Félin, 1995
- **La femme et le retour de l'islam - L'expérience iranienne**, Le Félin, 1991

- Emission Cultures d'Islam, « **L'Islam et le genre** », France Culture, 16.09.2011
- « **Contre les extrémismes, l'égalité des sexes au cœur de la laïcité** », Les Nouvelles News, 29.01.2015

Site internet: www.chahlachafiq.com



COULOMB-GULLY Marlène

Fonctions actuelles

Professeure en sciences de la communication à l'Université de Toulouse 2-Jean Jaurès. Spécialiste du genre, des médias et de la politique.

Parcours

Ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses et agrégée de Lettres modernes, elle a largement contribué au développement des travaux sur le genre - au sens de rapports sociaux de sexes - et les médias, en particulier dans leur rapport au politique. Elle a coordonné pour la France le *Global Media Monitoring Project* (GMMP), initiative internationale de recherche sur la représentation des hommes et des femmes dans les médias (résultats complets sur le site <http://whomakesthenews.org>).

Elle a dirigé pendant sept ans les Presses universitaires du Mirail (PUM) et assuré les fonctions de Vice-présidente de l'Association des éditeurs de la recherche et de l'Enseignement supérieur. Elle dirige la collection interdisciplinaire « Les Mots de », (une trentaine de titres parus), qu'elle a également créée. Elle codirige avec Robert Boure l'équipe de recherche *Médiapolis* du LERASS (laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales) à l'université de Toulouse et est également chercheuse associée au *Laboratoire Communication et Politique* rattaché à l'Institut National des Sciences Humaines (CNRS). Elle est membre du comité éditorial de la revue *MOTS-Les langages du politique* et a siégé au Comité de sélection de l'Agence nationale de la recherche de 2007 à 2009.

Elle est membre du HCEfh depuis 2013.

Publications / Liens éventuels

- **8 femmes sur un plateau - Journalism, sexe et politique**, Nouveau Monde Edition, Paris, 2016
- **Inoculer le Genre**, *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 2014
- **Maître ou normal ? Incarnation et masculinité(s) du couple Hollande- Sarkozy dans la campagne présidentielle de 2012**, *Genre, sexualité & société*, Hors-série n° 2 | 2013
- **Médias, la fabrique du genre** (ed), Sciences de la Société 83/2012, Toulouse, PUM (178 p.)
- **Présidente : le grand défi** - Femmes, politique et médias, Paris, Payot 2012 (391 p.)

Site internet : fr.wikipedia.org/wiki/Marl%C3%A8ne_Coulomb-Gully



DENAJA Sébastien

Fonctions actuelles

Maître de conférences de droit public, Député de l'Hérault.

Parcours

Originaire de Sète, après des études en tant que boursier, il a soutenu en 2008 une thèse de droit public à l'Université Montpellier I, intitulée « Expérimentation et Administration territoriale ». Docteur en droit, il est maître de conférences de droit public à Toulouse depuis 2009.

Député de Sète depuis 2012, il est membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes de l'Assemblée nationale. Il fut Rapporteur du projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes porté par la Ministre des Droits des Femmes, Najat VALLAUD-BELKACEM, Rapporteur pour avis de la délégation aux Droits des femmes de l'Assemblée nationale sur le texte de réforme de l'université et de la recherche.

Il est membre du HCEfh depuis 2015.

Publications / Liens éventuels

www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/egalite_femmes_hommes.asp

Site internet : sebastien-denaja.com



DURAND Edouard

Fonctions actuelles

Magistrat, membre du conseil scientifique de l'Observatoire national de l'enfance en danger.

Parcours

Magistrat, il exerce depuis septembre 2015 les fonctions de conseiller à la cour d'appel d'Orléans, secrétaire général de la première présidence et conseiller à la chambre des mineurs. Il a notamment exercé les fonctions de juge des enfants de septembre 2007 à décembre 2011. Il a également été juge aux affaires familiales et coordonnateur de formation à l'Ecole nationale de la magistrature, pour la formation initiale des auditeurs de justice et pour la formation continue des magistrats.

Publications / Liens éventuels

- «**Si on protège la mère, on protège son enfant**», Libération, 24 novembre 2013
- **Violences conjugales et parentalité**, Protéger la mère, c'est protéger l'enfant, l'Harmattan, 2013



FOREST Maxime

Fonctions actuelles

Enseignant-chercheur à Sciences Po Paris (OFCE) et membre du Programme PRESAGE.

Parcours

Il assure la coordination scientifique du projet EGERA (Effective Gender Equality in Research and the Academia), co-financé par la Commission Européenne (7e PCRD). Ses thèmes de recherche incluent l'analyse comparée des politiques d'égalité et de lutte contre les discriminations dans l'Europe à 28, l'intersection du genre et d'autres facteurs de discrimination, les politiques d'égalité de l'UE et la dimension du genre lors des crises politiques.

Docteur de l'IEP de Paris (2009), il a été chercheur post-doctoral au sein du projet européen QUING (Quality in Gender Equality Policies, 6e PCRD) à l'Université Complutense de Madrid de 2009 à 2011.

Maxime Forest est régulièrement consulté par l'Institut Européen pour l'Egalité des sexes (EIGE), la Commission Européenne, le Conseil de l'Europe et les Ministère Français de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes.

Il est membre du HCEfh depuis 2013 et préside la Commission Enjeux européens et internationaux.

Publications / Liens éventuels

www.cairn.info/publications-de-Forest-%20Maxime-14235.htm

Site internet : programme-presage.com/equipe/fiche/maxime-forest.html



PASQUIER Gaël

Fonctions actuelles

Maître de conférences en sociologie à l'Ecole Supérieur du Professorat et de l'Education, Université Paris Est Créteil.

Parcours

Gaël Pasquier fut professeur des écoles et directeur d'une école maternelle dans le Val-de-Marne. Il mena ensuite un doctorat, sous la direction de Nicole Mosconi et soutiendra en 2013 sa thèse « Les pratiques enseignantes en faveur de l'égalité des sexes et des sexualités à l'école primaire : vers un nouvel élément du curriculum ». Ses recherches portent sur les politiques éducatives et les pratiques enseignantes en faveur de l'égalité des sexes et des sexualités à l'école primaire. Elles s'intéressent plus particulièrement à la manière dont la lutte contre le sexisme et l'homophobie interpellent et transforment les savoirs quotidiens enseignés à l'école, comme la manière dont ils le sont. Il enseigne aujourd'hui à l'ESPE de Créteil. Il est par ailleurs membre de l'Observatoire Universitaire International Education et Prévention (OUIEP) et du Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche sur les Transformations des pratiques Educatives et des pratiques Sociales (LIRTES).

Publications / Liens éventuels

- **Les expériences scolaires de non-mixité : un recours paradoxal**, Revue française de pédagogie 2010/2 (n° 171)
- **Enseigner l'égalité des sexes à l'école primaire**, Nouvelles Questions Féministes 2010/2 (Vol. 29)
- **Parler d'homosexualité dès l'école maternelle : une nécessité**, Tribune, Le Monde, 13.02.2010
- <http://www.cairn.info/publications-de-Pasquier-Ga%C3%ABE-64643.htm>

Site internet: espe.u-pec.fr



PIOT Maudy

Fonctions actuelles

Fondatrice de l'association "Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir" – FDFA Femmes handicapées, citoyennes avant tout !

Parcours

Psychanalyste, Maudy Piot a fondé en 2003 l'association "Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir" qui accueille des femmes handicapées quelle que soit leur singularité, afin de lutter contre la double discrimination : être femme et être handicapée. Il s'agit de dire haut et fort que les femmes handicapées sont des citoyennes à part entière, le handicap n'étant pas leur identité.

Maudy Piot est atteinte d'une rétinite pigmentaire. Elle a coordonné la publication d'une douzaine d'ouvrages présentant les actes des forums de l'association organisés sur des thématiques touchant à la problématique du handicap et à la citoyenneté.

Le 6 avril 2012, Maudy Piot a été nommée au grade de Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur au titre du ministère des Solidarités et de la Cohésion Sociale pour son œuvre et ses combats auprès des femmes handicapées.

Elle est membre du HCEfh depuis 2015.

Publications / Liens éventuels

Mes yeux s'en sont allés - Variations sur le thème des perdants la vue, L'Harmattan, 2004

Site internet : fdfa.fr



RAIBAUD Yves

Fonctions actuelles

Géographe, maître de conférences HDR et Chargé de mission égalité femmes hommes à l'Université Bordeaux Montaigne.

Parcours

Les recherches d'Yves Raibaud portent sur la géographie du genre et la géographie de la musique. Ses publications les plus récentes étudient les inégalités entre les femmes et les hommes dans la ville et les violences qui y sont associées. Au-delà, ses thèmes de recherche sont « Espaces du temps libre et genre », « Masculinités », « Equipements et espaces publics destinés aux loisirs des jeunes » et « Pratiques sportives et artistiques des jeunes ».

Au titre de son engagement citoyen, Yves Raibaud a un engagement associatif dans le domaine de la santé et est vice-président du Conseil de Développement Durable de Bordeaux Métropole.

Publications / Liens éventuels

- lejournald.cnrs.fr/auteurs/yves-raibaud
- **La ville faite par et pour les hommes**, Edition Belin, 2015

Site internet : <http://www.yvesraibaudweb.com>



SENAC Réjane

Fonctions actuelles

Chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po, le CEVIPOF, elle enseigne à Sciences Po.

Parcours

Elle est membre du comité de pilotage du programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre – PRESAGE et du conseil scientifique de l'Institut Emilie du Châtelet. Elle est docteure de l'IEP de Paris en science politiques, et est diplômée d'un troisième cycle de droit et d'une maîtrise de philosophie de l'Université de Paris I - Panthéon Sorbonne. Elle a publié différents ouvrages et articles sur les expressions contemporaines du principe d'égalité à travers le prisme des différenciations jugées légitimes et illégitimes.

Elle est membre du HCEfh depuis 2013 et préside la Commission Parité en matière politique, administrative et dans la vie économique et sociale.

Publications / Liens éventuels

- **L'égalité sous conditions : genre, parité, diversité**, Presses de Sciences Po, 2015
- **L'invention de la diversité**, PUF, 2012
- **L'ordre sexué – La perception des inégalités femmes-hommes**, PUF, 2007
- **« Que sais-je ? » sur La parité**, PUF, 2008
- Elle a coordonné avec Pierre Muller **Genre et action publique : la frontière public-privé en questions**, 2009, L'Harmattan et avec Sandrine Dauphin **Femmes-hommes : penser l'égalité**, La Documentation française, 2012

Site internet : www.cevipof.com



VOUILLOT Françoise

Fonctions actuelles

Maitresse de conférences en psychologie de l'orientation INETOP/CNAM. Responsable du groupe de recherche OriGenre, Laboratoire CRTD.

Parcours

Françoise Vouillot est membre de la Convention Interministérielle pour l'égalité filles-garçons dans le système éducatif (2013-2018), du comité de rédaction de la revue Travail, Genre et Sociétés ; du séminaire Genre et Politiques Publiques – OFCE ; du conseil d'orientation du Laboratoire de l'Egalité ; de la mission "Les inégalités entre les femmes et les hommes, facteurs de précarité" (2005) et du Comité de pilotage pour "L'égal accès des femmes et des hommes aux emplois supérieurs des fonctions publiques" (2000- 2005).

Elle élabore par ailleurs des modules de formation initiale et continue sur « Genre, formation, orientation, travail » pour les professionnel.le.s de l'éducation, de l'orientation, de l'insertion et du travail.

Elle est membre du HCEfh depuis 2013.

Publications / Liens éventuels

- **Les métiers ont-ils un sexe?**, Edition Belin, 2014
- Rapport pour la Halde "**Orientation scolaire et discrimination de sexe**" La Documentation française, 2011
- **Orientation scolaire et discriminations selon le sexe. Quand les différences masquent les Inégalités**, La Documentation française, 2011 (dir.)
- **Filles et garçons à l'école : une égalité à construire**, Collection Autrement, 2000

**REPRESENTANTE DU CONSEIL SUPERIEUR
DE L'EGALITE PROFESSIONNELLE (CSEP)**



Brigitte GRESY

Fonctions actuelles

Secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle.

Parcours

Agrégée de grammaire, elle enseigne quelques années avant de rejoindre le ministère de l'Industrie à sa sortie de l'Ecole nationale d'administration, où elle fut notamment directrice de cabinet du directeur des stratégies industrielles. Elle se consacre ensuite pendant plus de quinze ans aux questions de l'égalité entre les femmes et les hommes, d'abord comme cheffe de service du service des droits des femmes et de l'égalité puis comme directrice de cabinet de la ministre en charge de ces questions.

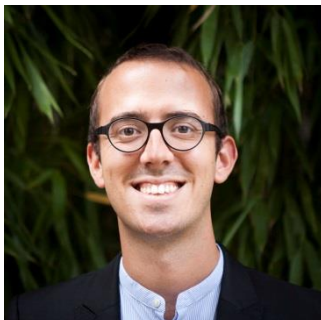
Nommée inspectrice générale des affaires sociales, elle a été chargée par les ministres de l'égalité de l'élaboration de plusieurs rapports à propos de sujets divers : l'image des femmes dans les médias en 2008 et la place des expertes en 2011 (commission sur l'image des femmes dans les medias), l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en 2009, l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et familiales en 2011, une étude sur les stéréotypes masculins en 2012 et en décembre 2012, un rapport sur l'égalité entre les filles et les garçons dans les établissements d'accueil de la petite enfance. Membre de l'Institut européen de Vilnius sur l'égalité en 2010, elle est aujourd'hui secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle, dont les derniers travaux portent sur le sexisme au travail et sur les classifications.

Elle est membre du HCEfh depuis 2013.

Publications / Liens éventuels

- **Petit traité contre le sexisme ordinaire**, Albin Michel, 2008
- **La Vie en rose, pour en découdre avec les stéréotypes**, Albin Michel, 2014

Site internet : femmes.gouv.fr/csep/



Romain SABATHIER, Secrétaire général

01 42 75 86 91 - romain.sabathier@pm.gouv.fr



Margaux COLLET, Responsable des Etudes et de la Communication

06 09 14 43 06 - 01 42 75 86 94 - margaux.collet@pm.gouv.fr



35 rue Saint-Dominique – 75007 PARIS

Pour plus d'informations :

Suivez-nous sur **twitter** : **@HCEfh**

Découvrez les ressources et travaux du HCEfh sur **notre site internet** : www.haut-conseil-egalite.gouv.fr

Contactez-nous : haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr